

<https://fakirpresse.info/ecopla-demobilisation-generale>



Ecopla : démobilisation générale !

- Agir - Actions - Ecopla vivra ! -



Publication date: lundi 2 janvier 2017

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

Le jeudi 14 décembre, à la Bourse du Travail de Grenoble, les anciens salariés d'Ecopla s'étaient prononcés, à l'unanimité, pour la reprise de l'usine à l'occasion d'une opération citoyenne.

Des événements sont intervenus depuis, à Saint-Vincent-de-Mercuze, qui leur ont fait changer d'avis. La parole restant évidemment aux salariés, la manifestation du samedi 14 janvier est annulée.

Quels « événements », plus précisément ?

Côté carotte : l'ouverture de négociations, prévues pour le mardi 10 janvier, au ministère de l'Economie, avec le groupe italien Cüki. Mais que le gouvernement, et leur avocat, ont conditionné à l'annulation de la reprise.

Côté bâton : pour accompagner les camions de déménagement italiens, des dizaines de gendarmes furent déployés sur le site, ainsi qu'une kyrielle d'huissiers. Cet étalage de force armée, cette ombre du tribunal, a impressionné les salariés. Qui ne souhaitent pas, en plus, même bien entourés, encourir un risque judiciaire.

C'est la mobilisation, la nôtre, la vôtre, qui a permis cette ouverture, bien tardive, des négociations. Nous espérons qu'elles aboutiront. Avec scepticisme, cependant : les salariés d'Ecopla ont été bien des fois dupés...

Nous comprenons évidemment leur décision : la peur joue, la fatigue aussi, l'usure, après deux années d'une lutte exemplaire, de déceptions en trahisons, espérant tantôt d'un ministre, tantôt de la Justice.

L'on ressent pour eux, avec eux, un immense écoeurement devant ce gouvernement qui n'a jamais bougé un petit doigt pour les protéger des financiers-rapaces, un gouvernement qui a oscillé entre complaisance, indifférence, impuissance face à la banque Barclay's, face à l'actionnaire sino-australien, face au groupe italien, un gouvernement aux abonnés absents pour défendre les droits des salariés. Mais un gouvernement qui, là, sait afficher sa force pour faire respecter le seul droit qui vaille : le droit de propriété.

Dans tout ce dossier, le gouvernement a choisi son camp : celui de la finance. Leur adversaire, ce sont les salariés. Il lui reste une ultime chance de prouver l'inverse.